

Ils ont tenu un sit-in jeudi devant le Ministère

Écrit par MALIKA BEN
Samedi, 23 Avril 2011 00:00

Les praticiens de la santé assiègent la tutelle



Le ministre s'est dit déçu de la relance de la protestation des médecins. Ces derniers soutiennent qu'ils sont doublement déçus "par le fait que rien de concret n'a été décidé et qu'une année après les négociations, on nous dit que nos revendications ne sont pas à l'ordre du jour".

Des centaines de praticiens de la santé publique ont répondu jeudi à l'appel du Snpsp pour la tenue d'un sit-in devant le siège de la tutelle. L'action, qui a débuté vers 10 heures, a été marquée par la présence d'une délégation des étudiants en pharmacie venus afficher leur soutien et solidarité avec le syndicat qui avait déjà annoncé son entière disposition à les aider dans le combat qu'ils mènent depuis plus de deux mois. Dispositif sécuritaire oblige, la manifestation des praticiens s'est déroulée dans le jardin se trouvant face au ministère de la santé à moins d'une cinquantaine de mètres de l'entrée du département de Djamel Ould-Abbès. Les blouses blanches scandaient : "ya Djamel ya Abbès y en a marre des promesses" ; "La santé en danger, le ministre à l'étranger", ou encore : "Monsieur le Président, la santé agonise." Les manifestants mettaient leurs cordes vocales à rude épreuve en criant à tue-tête pour que leur voix parvienne enfin au bureau du ministre. Une heure après le début du sit-in, les manifestants lancent : "Nous allons rentrer au ministère." À peine les premiers pas effectués que le cordon de sécurité est renforcé pour bloquer la sortie des praticiens du jardin. "À bas la répression. Nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes des praticiens", répliquent les médecins. Jouant les intermédiaires, un agent du dispositif de sécurité demande au président du Snpsp de constituer une délégation qui sera reçue par la tutelle. Après une longue attente, le groupe de huit praticiens est escorté vers le ministère.

Il ressortira aussitôt après. Le président du Snpsp informe les nombreux adhérents que "le ministre est absent et le SG est à l'étranger et qu'une délégation de trois personnes seulement va être reçue par le chef de cabinet". Les praticiens insistent sur la présence des huit délégués. La veille, le ministre de la santé a tenté de jouer au pompier en invitant le Snpsp à une rencontre tardive où il leur a demandé de surseoir à l'action de protestation, ce que le syndicat a refusé car c'est la base, qui n'attend que le concret, qui a décidé de façon démocratique. Plus surprenant, Ould-Abbès s'est dit "déçu par la relance de la protestation alors qu'il a tout fait de son côté". Que peuvent donc dire les médecins qui s'attendaient à un changement dans le secteur avec l'arrivée d'un ex-collègue à la tête du secteur ? "S'il y a déception, elle est du côté des praticiens. Et nous sommes doublement déçus : rien de concret après une longue attente et on apprend une année après que nos revendications ne sont pas à l'ordre du jour", estime le Dr Merabet. Et de révéler à ses collègues que deux syndicats (les maîtres-assistants et professeurs docents) ont adressé une lettre au DG de la fonction publique pour s'opposer aux amendements du statut particulier. "Ils n'ont pas le droit de s'immiscer ainsi et bloquer nos propositions", fulmine M. Merabet. Et de s'interroger : "où étaient-ils quand on avait négocié ? Ils n'ont jamais levé le petit doigt pendant des années. C'est vraiment désolant." Nous avons appris, plus tard, que le professeur Djidjelli a contacté le Snpsp pour présenter ses excuses.

Ils ont tenu un sit-in jeudi devant le Ministère

Écrit par MALIKA BEN
Samedi, 23 Avril 2011 00:00

Pour revenir au sit-in, la tutelle reçoit vers 12h les huit représentants du syndicat. Ces derniers ressortent du ministère quelques minutes après. Selon le président du Snpsp : “le chef de cabinet était occupé et il fallait patienter.”

Il s’interroge sur ce que peuvent bien faire les responsabilités de la santé qui n’ont même pas le temps de recevoir leurs partenaires sociaux alors que le secteur se bat dans moult contraintes. Ne pouvant plus patienter pour écouter de nouvelles promesses, les praticiens ont levé le sit-in à 13 heures en se donnant rendez-vous pour jeudi prochain devant la Palais du gouvernement.

[LIBERTÉ](#)